

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1876.

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu, le 3 février 1876, entre la Belgique et la République Sud-Africaine.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 26 septembre 1874 a sanctionné le traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu entre la Belgique et l'Etat libre d'Orange. D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aujourd'hui à l'approbation de la Chambre un arrangement analogue récemment signé avec un Etat limitrophe, la République Sud-Africaine ou du Transvaal.

Le Transvaal, Messieurs, est un vaste territoire auquel des fleuves et des montagnes forment une sorte de frontière naturelle. Au nord, il est borné par le fleuve Limpopo qui le délimite aussi sur une partie de son étendue au nord-ouest; au sud, il est séparé par le Vaal ou Gariep de l'Etat libre d'Orange, et par la rivière du Buffle de la colonie britannique de Natal; à l'est, la chaîne du Drakensberg le sépare des établissements portugais et du pays des Zulu; à l'ouest, il confine au Griqualand et est borné par la rivière Hart et par un affluent du Limpopo.

La superficie du pays est évaluée à environ 296,200 kilomètres carrés. Le sol en est fertile; le climat rappelle celui du midi de l'Europe. Avec ses vallées arrosées par de nombreux cours d'eau et ses montagnes couvertes d'une riche végétation, cette région présente l'aspect le plus riant et le plus pittoresque.

La population blanche, qui compte 25,000 à 30,000 âmes, est en général d'origine batave. Elle se compose, en grande partie, des familles de ces *boers* qui, de 1834 à 1848, durent abandonner les colonies du Cap et de Natal ou même l'Oranjevrijstaat, et qui, refoulant les tribus indigènes ou s'imposant à elles, entreprirent de créer en deçà du Vaal un Etat indépendant. Ainsi fut fondée la jeune république. On estime à 250,000-300,000 le nombre des naturels demeurés dans le pays.

La population, énergique et industrielle, aujourd'hui fixée dans le Transvaal, mettant à profit les richesses naturelles de la contrée, se livre à l'agriculture, à la chasse, à l'élevé du bétail et au commerce.

Des troupeaux immenses trouvent leur nourriture dans de grasses prairies, dont l'herbe atteint parfois une hauteur de plusieurs pieds. Le gros bétail et les moutons, la laine et les peaux forment d'importants articles d'exportation qu'il faut citer en première ligne. Puis viennent le tabac, qui est cultivé dans tout le pays, et le coton, qui croit sans culture. Citons encore, dans cet ordre de produits propres à l'exportation, le sucre, le riz, le café, le chanvre et les fruits.

Le sol renferme de grandes richesses minérales. Le fer, l'étain, le plomb, le cuivre y abondent. Des gisements d'or ont été découverts récemment. Le charbon, d'excellente qualité, existe presque partout en filons énormes.

On trouve encore dans le Transvaal de la terre à porcelaine, du marbre et des pierres précieuses.

La chasse fournit l'ivoire, les plumes d'autruche, etc.

Tels sont en partie, Messieurs, les éléments d'échange que ce pays offre à l'étranger, et dont plusieurs peuvent avoir un intérêt sérieux pour la Belgique. Le développement des relations, que le Gouvernement de la République appelle de tous ses vœux, est subordonné à un fait dont la réalisation n'est plus douteuse dès à présent : la construction d'un chemin de fer, dont le projet est définitivement arrêté et qui reliera le centre de la contrée à la baie de Delagoa. L'exécution de ce projet est aujourd'hui assurée au point de vue financier, et le transit à travers la zone maritime qui appartient au Portugal est garanti sous des conditions très-favorables par un traité récemment conclu entre ce royaume et la République Sud-Africaine.

Le Transvaal a été reconnu en 1852 par le Gouvernement anglais. Sa charte politique date de 1858. Le pouvoir législatif appartient à une assemblée (Volksraad) de trente citoyens élus pour un terme de trois ans ; ce Volksraad se réunit un mois par année. A la tête du Gouvernement se trouve un président avec un conseil exécutif de cinq membres. Le pays est divisé en dix districts, administrés chacun par un magistrat (landrost) assisté d'un conseil dont fait partie le juge de district. La ville capitale de l'État est Potschefstroom ; le siège du Gouvernement est Pretoria, l'un des principaux centres de la République.

Les colons du Transvaal professent la religion réformée. Vous aurez remarqué d'ailleurs, Messieurs, que le traité récemment signé assure une entière liberté de conscience et des pratiques religieuses aux membres de chacun des États contractants dans l'autre (article 5).

Ce traité reproduit la teneur de celui que nous avons conclu avec l'État d'Orange. Il y ajoute une disposition (alinéa 2, article 11) par laquelle la République « se réserve le droit d'accorder à l'État libre d'Orange des concessions et » des privilèges exceptionnels que la Belgique ne pourra réclamer en vertu de » son droit applicable à tout pays étranger en général ou au pays le plus » favorisé. »

Cette réserve, Messieurs, se justifie par les conditions spéciales où se trouvent, l'un vis-à-vis de l'autre, le Transvaal et l'Oranjevrijstaat, étroitement liés par

une commune origine et par des intérêts communs ; et, en même temps, par la situation topographique du second de ces États, entouré de toutes parts de colonies anglaises, excepté du côté du Nord, où le Vaal le sépare de la République Sud-Africaine.

Le Gouvernement est convaincu, Messieurs, que l'acte international qu'il a l'honneur de soumettre à vos délibérations pourvoit à toutes les nécessités de protection quant aux personnes, quant aux biens et aux transactions, de manière à réaliser un système complet de garanties pour les citoyens de chacun des deux États qui voudraient s'établir dans l'autre ou nouer avec celui-ci des relations commerciales. Il ose croire aussi que ce traité, qui va faciliter nos rapports avec un État plein d'avenir, fondé par une race sœur de nos populations flamandes, ne saurait manquer d'éveiller les vives sympathies du pays.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.



PROJET DE LOI.

 Léopold II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu, le 3 février 1876, entre la Belgique et la République Sud-Africaine, produira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 16 février 1876.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre la Belgique et la République Sud-Africaine.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Son Excellence le Président de la République Sud-Africaine, d'autre part, voulant développer et consolider les relations d'amitié et de commerce entre la Belgique et la République Sud-Africaine, et ayant jugé convenable de négocier un traité propre à atteindre ce but,

Sa Majesté le Roi des Belges a nommé à cet effet pour son plénipotentiaire le comte d'Aspremont-Lynden, Ministre des Affaires Étrangères, membre du Sénat, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, grand'croix de l'ordre de Léopold d'Autriche, etc., etc.;

Qui est convenu avec Son Excellence le Président de la République Sud-Africaine des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le Royaume de Belgique et la République Sud-Africaine et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

ART. 2.

Il y aura liberté réciproque de commerce entre le royaume de Belgique et la République Sud-Africaine.

ART. 3.

Les citoyens de l'une et de l'autre partie contractante jouiront, dans les deux pays, de la plus constante et de la plus complète protection pour leurs personnes et leurs

Tractaat van vriendschap, vestiging en handel tusschen België en de Zuid-Afrikaansche Republiek.

Zyne Majesteit de Koning der Belgen, ter eene zyde, en Zyne Hoogedele den Staats-President der Zuid-Afrikaansche Republiek, ter andere zyde, de vriendschaps- en handelsbetrekkingen tusschen België en de Zuid-Afrikaansche Republiek willende ontwikkelen en bevestigen, en het dienstig geoordeeld hebbende om een tot bereiking van dat doel geschikt tractaat aan te gaan,

Zoo heeft Zijne Majesteit de Koning der Belgen te dien einde tot zijnen gevolmachtigde benoemt den graaf d'Aspremont-Lynden, Minister van Buitenlandsehe Zaken, lid van den Senaat, officier van de orde van Leopold, kommandeur van de orde van den Ernestinischen Tak van het huijs van Saksen, grootkruis van de orde van Leopold van Oostenrijk, enz.;

Die met Zijn Hoogedele den President der Zuid-Afrikaansche Republiek omtrent de volgende artikelen is overeengekomen :

ARTIKEL EEN.

Er zal altyd durende vrede en bestendige vriendschap zijn tusschen het koninkrijk België en de Zuid-Afrikaansche Republiek en tusschen de burgers der beide landen, zonder onderscheid van personen of plaatsen.

ART. 2.

Er zal wederkerige vrijheid van handel zijn tusschen het koninkrijk België en de Zuid-Afrikaansche republiek.

ART. 3.

De burgers van de eene en van de andere contracterende partij zullen in de beide landen de bestendigste en volledigste bescherming genieten voor hunne

propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de déléguer en leur nom. Enfin, ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée et ils seront soumis aux conditions imposées à ces derniers.

ART. 4.

Les citoyens belges dans la République Sud-Africaine et les citoyens de la République Sud-Africaine en Belgique seront exempts de tout service militaire, soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans la milice ou garde nationale, et, en aucun cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières et immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les citoyens du pays. Il est convenu également que les citoyens des deux pays qui sont établis ou s'établiront sur le territoire de l'autre, jouiront de tous les avantages que les lois ou décrets en vigueur accordent ou accorderont à l'avenir aux étrangers émigrants, mais avec l'obligation de remplir les conditions imposées ou exprimées dans ces dispositions.

ART. 5.

Les citoyens belges dans la République Sud-Africaine et les citoyens de la République Sud-Africaine en Belgique jouiront d'une entière liberté de conscience. Les uns et les autres se soumettront, quant à

personen en hunne eigendommen. Zij zullen diensvolgens eenen vrijen en gemakkelijken toegang hebben bij de gerechtshoven voor de vervolging en de verdediging hunner rechten in alle instanties en in alle trappen van jurisdictie, door de wetten vastgesteld. Zij zullen vrijheid hebben in alle omstandigheden de advocaten, procureurs of agenten van elke klasse te bezigen, die zij mochten goedachten in hunnen naam af te vaardigen. Eindelijk zullen zij in dit opzicht dezelfde rechten en voorrechten genieten, die zijn of zullen worden toegestaan aan de burgers der meest begunstigde natie, en zij zullen onderworpen zijn aan de voorwaarden aan deze laatste opgelegd.

ART. 4.

De belgische burgers in de Zuid-Afrikaansche Republiek en de burgers der Zuid-Afrikaansche Republiek in België zullen vrij zijn van alle militaire dienst, hetzij in het leger, hetzij in de marine, hetzij in de milicie of nationale garde, en in geen geval zullen zij wegens hunne roerende en onroerende eigendommen aan andere lasten, beperkingen, schattingen of belastingen onderworpen kunnen worden dan die, waaraan de burgers van het land onderworpen zouden zijn. Er is insgelijks overeengekomen, dat de burgers der beide landen, die op het grondgebied van het andere gevestigd zijn of zich vestigen zullen, alle voordeelen zullen genieten welke de van kracht zijnde wetten of besluiten aan de intrekende vreemdelingen toestaan of in het vervolg zullen toestaan, doch met de verplichting om de in deze bepalingen opgelegde of uitgedrukte voorwaarden te vervullen.

ART. 5.

De belgische burgers in de Zuid-Afrikaansche Republiek en de burgers van de Zuid-Afrikaansche Republiek in België zullen algeheele vrijheid van geweten genieten. Beide zullen zich, wat de uiter-

l'exercice extérieur de leur culte, aux lois de chaque pays.

ART. 6.

Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur le territoire de l'autre, voyager ou séjourner, commercer en gros et en détail, comme il est permis actuellement de le faire ou comme il le sera, par la suite, aux citoyens de la nation la plus favorisée, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leurs seront nécessaires, transporter des marchandises et des espèces, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, suivant les lois de chacun des deux pays, sans être assujettis, pour ces opérations, à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui sont imposées aux indigènes, sauf les précautions de police qui sont ou seront employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité, libres, dans leurs achats et leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques importés ou produits dans le pays, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, en se conformant toutefois aux lois et aux réglemens en vigueur.

Ils jouiront de la même liberté pour diriger leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs déclarations, ou se faire représenter par des personnes qu'ils choisiront comme fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires ou interprètes, pour l'achat ou la vente de leurs biens, leurs effets ou marchandises. De même, ils auront le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par les citoyens du pays, comme fondés de pouvoirs, facteurs, agents consi-

lijke uitoefening van hunne godsdienst betreft, aan de wetten van elk land onderwerpen.

ART. 6.

De burgers van elke der twee contracterende partijen zullen op het grondgebied van de andere vrijelijk kunnen reizen of verblijven, in het groot en in het klein handel drijven, zoo als thans geoorloofd is te doen, of zoo als in het vervolg geoorloofd zal worden aan de burgers der meest begunstigde natie, de huizen, magazijnen en winkels, welke zij noodig zullen hebben, huren en bewonen, koopwaren en geldspecien vervoeren en goederen in commissie ontvangen, zoowel uit het binnenland als uit vreemde landen, volgens de wetten van elk der beide landen, zonder voor deze handelingen aan andere verplichtingen, lasten of beperkingen onderworpen te zijn dan die, welke aan de inboorlingen zijn opgelegd, behoudens de politie voorzorgen, welke ten aanzien der meest begunstigde naties zijn of zullen worden gebezigd.

Zij zullen beide op eenen voet van volkomene gelijkheid staan, vrij om in hunne koopen en verkoopen den prijs van alle in het land ingevoerde en voortgebrachte goederen, koopwaren en voorwerpen vast te stellen en te bepalen, hetzij zij dezelve in het land verkoopen, of dat zij dezelve tot uitvoer bestemmen, mits zich gedragende volgens de van kracht zijnde wetten en reglementen.

Zij zullen dezelfde vrijheid genieten om zelven hunne zaken te besturen, hunne verklaringen ter douane aan te bieden of zich te doen vertegenwoordigen door personen, die zij zullen kiezen als gemagtigden, commissionairs, consignataris-agenten of tolken, voor den koop of den verkoop hunner goederen, voorwerpen of koopwaren. Eveneens zullen zij het recht hebben alle bedieningen te vervullen, welke hun door hunne landgenooten, door vreemdelingen of door de burgers des lands zullen worden toevertrouwd als ge-

gnataires ou interprètes, en se soumettant en tout aux lois du pays, et sans avoir à payer comme étrangers aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

ART. 7.

Les citoyens de chacune des deux parties contractantes auront le droit, sur le territoire de l'autre, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront dans tout le territoire de la République Sud-Africaine du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des citoyens de cette République, selon les lois du pays, sans être assujettis à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû dans le même cas par les nationaux; réciproquement, les citoyens de la République Sud-Africaine jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Belges, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas exigé des nationaux dans les mêmes cas. La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans la République Sud-Africaine ou par des citoyens de la République Sud-Africaine en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de déduction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas soumis.

L'exemption susmentionnée comprend non-seulement les droits de déduction qui

machtigden, commissiionairs, consignataris-agenten of tolken, mits zich in alles aan de wetten des lands onderwerpende, en zonder als vreemdelingen eenige verhooging van loon of vergoeding te betalen te hebben.

ART. 7.

De burgers van elke der beide contracterende partijen zullen het recht hebben op het grondgebied van de andere goederen van elke soort te bezitten en daarover te beschikken op dezelfde wijze als de ingezetenen.

De Belgen zullen in het gansche grondgebied der Zuid-Afrikaansche Republiek het recht genieten de erfenissen bij versterf of krachtens testament te ontvangen en over te maken gelijk de burgers dier Republiek, volgens de wetten des lands, zonder ter zake van hunne hoedanigheid van vreemdelingen, aan eenige heffing of belasting onderworpen te zijn, welke in het zelfde geval niet door de nationalen verschuldigd zou zijn; wederkeerig zullen de burgers der Zuid-Afrikaansche Republiek in België het recht genieten de erfenissen bij versterf of krachtens testament te ontvangen en over te maken gelijk de Belgen, volgens de wetten des lands, zonder, ter zake van hunne hoedanigheid van vreemdelingen, aan eenige heffing of belasting onderworpen te zijn, welke in de zelfde gevallen niet van de nationalen zou gevorderd worden. Dezelfde wederkeerigheid tusschen de burgers der beide landen zal bestaan voor de schenkingen onder de levenden.

By den uitvoer der goederen, onder welken titel ook ontfangen of verkregen door Belgen in de Zuid-Afrikaansche Republiek of door burgers van de Zuid-Afrikaansche Republiek in België, zal op die goederen geen recht van detractie of landverhuizing geheven worden, nog eenig recht hoegenaamd, waaraan de inboorlingen niet onderworpen zouden zijn.

De bovenvermelde vrijstelling sluit niet slechts de rechten van detractie in,

pourraient être perçus par le Trésor public, mais également tous les droits de déduction ou d'émigration dont la perception serait du ressort d'individus, de communes, de fondations publiques, de paroisses, de districts ou de corporations.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a pas encore été effectuée.

ART. 8.

Pendant le temps fixé par les lois des deux pays pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu d'autres droits que ceux de garde et d'emmagasiner sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant qu'ils soient expédiés pour la consommation intérieure ou en transit, ou bien réexportés, et, en aucun cas, ils ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que les objets importés de tout autre pays étranger, sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11.

ART. 9.

Les objets de toute nature venant de la Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire de la République Sud-Africaine, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets provenant ou en destination du pays le plus favorisé, sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11. Réciproquement, les objets de toute nature venant de la République Sud-Africaine ou expédiés vers elle jouiront, à leur passage sur le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

die door de openbare schatkist zouden kunnen geëind worden, maar eveneens alle rechten van detractie of landverhuizing, waarvan de inning zou behooren tot de bevoegdheid van bijzondere personen, gemeenten, openbare stichtingen, kerspelen, districten of genootschappen.

De voorstaande bepalingen zyn toepasselijk op alle erfenissen, welke in het vervolg zullen openvallen, en op alle overdrachten van goederen in het algemeen, waarvan de uitvoer nog niet bewerkstelligd is.

ART. 8.

Gedurende den tijd, door de wetten der beide landen bepaald voor het opleggen der koopwaren in entrepôt, zullen er geene andere rechten dan die van bewaring en oplegging in pakhuis worden geheven op de voorwerpen, van het eene der twee landen in het andere ingevoerd, in afwachting dat zij tot inlandsch verbruik of in doorvoer verzonden of wel weder uitgevoerd worden, en in geen geval zullen zij zwaardere rechten van entrepôt betalen en aan andere formaliteiten onderworpen zijn dan de voorwerpen uit eenig ander vreemd land ingevoerd, behoudens de uitzondering vervat in de tweede alinea van artikel 11.

ART. 9.

De voorwerpen van eenigen aard komende uit of verzonden naar België zullen bij hunnen doorvoer over het grondgebied van de Zuid-Afrikaansche Republiek de behandeling genieten, welke in dezelfde omstandigheden toepasselijk is op de voorwerpen komende van of bestemd naar het meest begunstigde land, behoudens de uitzondering vervat in de tweede alinea van artikel 11. Wederkeerig zullen de voorwerpen van eenigen aard, komende uit of verzonden naar de Zuid-Afrikaansche Republiek, bij hunnen doorvoer over het belgische grondgebied de behandeling genieten, welke in dezelfde

ART. 10.

Les deux hautes parties contractantes conviennent que toute faveur, privilège ou immunité que l'une d'elles aurait accordée ou accorderait en fait de douane aux sujets d'un autre État, sera étendue aux citoyens du pays de l'autre, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou moyennant une compensation équivalente, si la concession a été conditionnelle.

Aucune des parties contractantes n'imposera, soit à l'importation, soit à la réexportation des produits du sol ou de l'industrie de l'autre partie, des droits différents ou plus élevés que ceux qui se prélèvent à l'importation ou à la réexportation des marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger. Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations; le tout sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11.

ART. 11.

Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne sont pas applicables aux mesures spéciales que les deux pays se réservent d'établir dans un but sanitaire ou en vue d'événements de guerre.

Aussi la république Sud-Africaine se réserve le droit d'accorder à l'État libre d'Orange des concessions et des privilèges exceptionnels que la Belgique ne pourra réclamer en vertu de son droit au traitement applicable à tout pays étranger en général ou au pays le plus favorisé.

omstandigheden toepasselijk is op de voorwerpen komende van of bestemd naar het meest begunstigde land.

ART. 10.

De twee hooge contracterende partijen komen overeen, dat elke gunst, voorrecht of vrijdom, welke eene van haar in zake van douane mocht toegestaan hebben of toestaan aan de onderdanen van eenen anderen Staat, zal uitgestrekt worden tot de burgers van het land der andere partij, om niet, indien de vergunning ten behoeve van den anderen Staat om niet is, of tegen eene vergelding van gelijke waarde, indien de vergunning voorwaardelijk is geweest.

Geene der contracterende partijen zal, hetzij bij den invoer, hetzij bij den wederuitvoer der voortbrengselen van den grond of van de nijverheid der andere partij, verschillende of hoogere regten opleggen dan die, welke bij den invoer of bij den wederuitvoer van de gelijksoortige koopwaren, uit eenig ander vreemd land voortkomende, geheven worden. Geene beperking, geen verbod van in- of uitvoer zal in den wederkeerigen handel der contracterende partijen plaats hebben, welke niet gelijkelijk tot alle andere naties zal uitgestrekt worden, alles behoudens de uitzondering, vervat in de tweede alinea van artikel 11.

ART. 11.

De bepalingen der artikelen 8, 9 en 10 zijn niet toepasselijk op de bijzondere maatregelen, welke de twee landen zich voorbehouden vast te stellen uit een oogpunt van gezondheid of met het oog op oorlogsgebeurlijkheden.

Ook behoudt de Zuid-Afrikaansche Republiek zich het recht voor aan den Oranjevrijstaat bij uitzondering vergunningen en voorrechten te schenken, welke België niet zal kunnen eischen uit kracht van zijn recht op de behandeling, toepasselijk op elk vreemd land in het algemeen of op het meest begunstigde land.

ART. 12.

Les objets de quelque nature que ce soit, appartenant aux Belges ou aux citoyens de la république Sud-Africaine, qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou découverts dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, qui auront à payer, s'il y a lieu, les frais de reprise à déterminer par les tribunaux compétents.

Le droit de propriété devra auparavant avoir été prouvé devant ces tribunaux, et la réclamation être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des Gouvernements respectifs.

ART. 13.

Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et les citoyens de toute classe de l'un des deux Etats, jouiront de plein droit dans l'autre des privilèges, immunités, franchises et réductions de droits consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée (sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11), gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle. Le même principe sera applicable aux marchandises et objets quelconques, appartenant à des citoyens ou au Gouvernement de l'un des deux Etats et se trouvant dans les limites de la juridiction de l'autre.

ART. 12.

De voorwerpen, van welken aard het zij, toebehoorende aan de Belgen of aan de burgers van de Zuid-Afrikaansche republiek, welke door zeeroovers binnen de grenzen van het rechtsgebied van eene der beide contracterende partijen of in volle zee mochten genomen zijn, en welke in de havens, rivieren, reeden of baaien van het gebied der andere contracterende partij mochten worden gebracht of ontdekt, zullen aan hunne eigenaren teruggegeven worden, die, indien daarvoor grond is, de kosten van herneming, door de bevoegde rechtbanken te bepalen, zullen moeten voldoen.

Het eigendomsrecht zal vooraf voor die rechtbanken moeten bewezen zijn, en de terugvordering zal gedaan moeten worden binnen het verloop van een jaar door de belanghebbende partijen, door hunne gemachtigden of door de agenten der respectieve Gouvernemen ten.

ART. 13.

Er wordt uitdrukkelijk tusschen de twee contracterende partijen overeengekomen dat, onafhankelijk van de voorgaande bepalingen, de diplomatieke agenten en de burgers van alle klassen van een der twee Staten uit volle recht in den anderen de voorrechten, vrijdommen, vrijstellingen en verminderingen van rechten zullen genieten, welke toegestaan zijn of zullen worden aan de meest begunstigde natie (behoudens de uitzondering vervat in de tweede alinea van artikel 11), om niet, als de vergunning om niet is, of met dezelfde vergelding, als de vergunning voorwaardelijk is. Hetzelfde beginsel zal toepasselijk zijn op alle koopwaren en voorwerpen, toebehoorende aan burgers of aan het Gouvernement van een der twee Staten en zich bevindende binnen de grenzen van het rechtsgebied van den anderen.

ART. 14.

Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux hautes parties contractantes, occasionnaient une interruption dans leurs relations d'amitié, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale ou conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance également amie des deux parties, sera invoquée d'un commun accord pour éviter une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une interruption de relations ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des hautes parties contractantes établis ou résidant dans les Etats de l'autre, exerçant le commerce ou quelque autre profession privée, auront la faculté d'y rester en continuant leur profession ou leurs affaires, sans être troublés dans la jouissance de leur liberté et de leurs biens, pour autant qu'ils se conduisent pacifiquement et qu'ils n'entreignent pas les lois, et leurs biens et effets ne seront pas sujets à être saisis ou séquestrés et ne seront soumis à aucun impôt que n'auraient point à payer, sur des biens de la même espèce, les citoyens du pays.

ART. 15.

Chacune des parties contractantes aura la faculté de nommer, pour la protection de son commerce, des consuls généraux, des consuls ou des vice-consuls qui résideront sur le territoire de l'autre; mais avant d'entrer en fonctions, tout consul général, consul ou vice-consul nommé devra obtenir, dans la forme usitée, l'*exequatur* ou l'autorisation du Gouvernement auprès duquel il est accrédité, et

ART. 14.

Indien door een zamenloop van ongelukkige omstandigheden verschillen tusschen de twee hooge contracterende partijen eene storing in hare vriendschaps betrekkingen mochten veroorzaken, en, na de middelen van eene vriendschappelijke of verzoenende beraadslaging te hebben uitgeput, het doel van hare wederzijdsche begeerte niet volkomen mocht bereikt zijn, zal de scheidsrechterlijke beslissing van eene derde met beide partijen gelijkelijk bevriende mogendheid met onderlinge overeenstemming worden ingeroepen om eene bepaalde breuk te vermijden.

Er wordt overeengekomen dat, in geval van eene storing van betrekkingen of van eene volledige breuk, de burgers van het land van eene der hooge contracterende partijen gevestigd of verblijf houdende in de Staten van de andere, den koophandel of eenig ander bijzonder beroep uitoefnende, de bevoegdheid zullen hebbener te blijven en hun beroep of hunne zaken voort te zetten, zonder in het genot van hunne vrijheid en van hunne goederen gestoord te worden, voorzover zij zich vreedzaam gedragen en geene inbreuk maken op de wetten, en hunne goederen en zaken zullen niet onderhevig zijn om aangegrepen of in beslag genomen te worden en zullen aan geene belasting worden onderworpen welke de burgers van het land niet op goederen van dezelfde soort zouden hebben te betalen.

ART. 15.

Elke der contracterende partijen zal de macht hebben om tot bescherming van haren handel consuls-generaal, consuls of vice-consuls te benoemen, die op het grondgebied van de andere verblijf zullen houden; maar alvorens in bediening te treden, zal iedere benoemde consul-generaal, consul of vice-consul in den gebruikelijken vorm het *exequatur* of de machtiging moeten erlangen van het

chacune des parties contractantes aura le droit d'excepter les lieux ou les points de son territoire où il ne lui conviendra pas d'admettre des consuls généraux, des consuls ou des vice-consuls. Il est d'ailleurs entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'imposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

ART. 16.

Les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique dans la République Sud-Africaine jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent ou jouiront les agents de la même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même en Belgique pour les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls ou vice-consuls de la République Sud-Africaine.

ART. 17.

En cas de décès d'un citoyen belge dans la République Sud-Africaine ou d'un citoyen de la République Sud-Africaine en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous les actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever

Gouvernement, waarbij hij geaccrediteerd wordt; en elke der contracterende partijen zal het recht hebben de plaatsen of de punten van haar gebied uit te zonderen, waar het haar niet voegen zal consuls-generaal, consuls of vice-consuls toe te laten. Het is overigens verstaan, dat in dit opzicht de twee Gouvernements elkander wederzijds geene beperking zullen opleggen, welke in hun land niet aan alle naties gemeen zou zijn.

ART. 16.

De diplomatieke agenten, consuls-generaal, consuls en vice-consuls van België in de Zuid-Afrikaansche Republiek zullen alle voorregten, vrijstellingen of vrijdommen genieten, welke de agenten van denzelfden rang van de meest begunstigde natie genieten of zullen genieten. Hetzelfde zal het geval zijn in België ten aanzien van de diplomatieke agenten, consuls-generaal, consuls en vice-consuls van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

ART. 17.

In geval van overlijden van een belgischen burger in de Zuid-Afrikaansche Republiek of van een burger der Zuid-Afrikaansche Republiek in België zullen, indien er geen bekende erfgenaam of geen uitvoerder der uiterste wilsbeschikking door den overledene aangesteld is, de bevoegde plaatselijke autoriteiten de consuls of consulaire agenten van de natie, tot welke de overledene behoort, van de omstandigheid verwittigen, opdat er aan de belanghebbende partijen onmiddelijk kennis van kunne gegeven worden.

In geval van minderjarigheid of van afwezigheid der erfgenamen of van afwezigheid van de uitvoerders der uiterste wilsbeschikking zullen de agenten der consulaire dienst te zamen met het bevoegde plaatselijke gezag het recht hebben om, overeenkomstig de wetten hunner respectieve landen, alle tot het bewaren en bestieren der nalatenschap noodige

les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 18.

Le présent traité demeurera en vigueur pendant six ans, à partir de l'échange des ratifications qui aura lieu à Bruxelles dans le délai de huit mois, ou plus tôt, si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de six années, son intention de ne pas renouveler ce traité, celui-ci continuera de subsister et d'être obligatoire pendant une année encore, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il se soit écoulé une année depuis le jour de la dénonciation faite par l'une ou l'autre des parties contractantes.

ART. 19.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Belges ainsi que par le Volksraad de la République Sud-Africaine.

En foi de quoi, les représentants des deux parties contractantes désignés ci-dessus l'ont signé et scellé en double original.

Fait à Bruxelles, le troisième jour du mois de février de l'an de grâce mil huit cent septante-six.

(L. S.) C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) TH. BURGERS.
Staats President
der Zuid-Afrikaansche Republiek.

handelingen te verrichten, bijzonderlijk om de zegels te leggen en op te heffen, den inventaris op te maken, de nalatenschap te bestieren en te vereffenen, in een woord alle maatregelen te nemen, welke tot bescherming van de belangen der erfgenamen noodig zijn, behoudens het geval, dat geschillen zouden ontstaan, welke door de bevoegde rechtbanken van het land, waar de nalatenschap opengevallen is, beslist zouden moeten worden.

ART. 18.

Het tegenwoordige tractaat zal van kracht blijven gedurende zes jaren, te rekenen van de uitwisseling der ratificaties, welke te Brussel zal plaats hebben binnen acht maanden of vroeger, indien zulk geschieden kan. In het geval, dat geene der contracterende partijen twaalf maanden vóór het verstrijken van het gezegde tijdvak van zes jaren haar voornemen om dit tractaat niet te vernieuwen zal hebben te kennen gegeven, zal het voortduren te bestaan en gedurende nog een jaar bindend te zijn, en zoo vervolgens, tot dat er een jaar zal verlopen zijn sedert den dag der opzegging door de eene of andere der contracterende partijen gedaan.

ART. 19.

Het tegenwoordige tractaat zal bekrachtigd worden door zijne Majesteit den Koning der Belgen zoowel als door den Volksraad van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

In getuigenis waarvan de vertegenwoordigers der twee contracterende partijen, hier boven genoemd, het in dubbel origineel hebben geteekend en gezegeld.

Gedaan te Brussel, den derden dag der maand Februari, in het jaar Onzes Heeren één duizend acht honderd zes en zeventig.

(L. S.) C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) TH. BURGERS.
Staats President
der Zuid-Afrikaansche Republiek.